Burundi : un ancien ministre rwandais aux mains des services secrets

Arrib News, 08/12/2015 – Source AFP L'ancien ministre rwandais Jacques Bihozagara a été arrêté en fin de semaine dernière à Bujumbura par les services de renseignement burundais, a-t-on appris mardi auprès d'une source interne à ces services et de l'ambassade du Rwanda. "Nos services ont arrêté depuis vendredi un ressortissant rwandais du nom de Jacques Bihozagara (...) Il est soupçonné de travailler pour les renseignements de son pays", a annoncé un haut cadre du Service national de renseignement (SNR), sous couvert d'anonymat.

M. Bihozagara, ex-ministre, et ancien ambassadeur en Belgique et en France, est détenu dans les cachots du SNR - un service dépendant directement du président burundais Pierre Nkurunziza - dans le quartier de Rohero, dans le centre-ville de Bujumbura, selon la même source. Cette information a été confirmée par le premier secrétaire de l'ambassade du Rwanda à Bujumbura, Fidèle Munyeshyaka. "On est au courant de son arrestation, mais on n'en connaît pas encore les raisons", a-t-il expliqué. Après avoir pris sa retraite, Jacques Bihozagara s'était reconverti dans le privé et se rendait régulièrement au Burundi pour ses affaires, selon un haut cadre du ministère des Affaires étrangères du Rwanda, joint par téléphone à Kigali. "Bien sûr que nous sommes inquiets, comme nous le sommes d'ailleurs à chaque fois qu'un Rwandais est arrêté", a déclaré M. Munyeshyaka. Selon des sources policières et des témoins, de nombreux Rwandais du Burundi ont été arrêtés et extradés vers leur pays, et la quasi-totalité de la forte communauté rwandaise de Bujumbura a fui le Burundi depuis le début de la crise née de la volonté de M. Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Les relations entre le Rwanda et le Burundi sont au plus bas, Bujumbura accusant Kigali de soutenir ses opposants, voire de servir de base arrière à une rébellion naissante. Début novembre, le président rwandais Paul Kagame a accusé M. Nkurunziza de "massacrer" sa population "du matin au soir". La présidence burundaise a immédiatement dénoncé des propos d'une "agressivité inouïe". La mise en échec d'une tentative de coup d'Etat militaire en mai, puis l'étouffement de six semaines de manifestations quasi-quotidiennes un mois plus tard et enfin la réélection controversée de M. Nkurunziza en juillet n'ont pas empêché l'intensification des violences, désormais armées.